

Congrégations
et instituts
religieux



Le reflet de la solidarité internationale dans les budgets

Novembre 2011

PROGRAMME DE LA JOURNEE

Mercredi 9 novembre 2011 de 9h30 à 16h30

34 avenue Reille Paris 14^e
Métro Glacière ou Cité Universitaire

9 h 00 - Accueil

9 h 30 – 10 h 30 :

Introduction et Intervention

Le reflet de la solidarité internationale dans les budgets

Christiane VANVINCQ – chargée de Mission Relations Instituts Religieux

10h30 – 11h :

Echange

11h – 12 h 30

Atelier pour avancer dans nos convictions et chemins à ouvrir

12 h 30 – Repas

14 h – 14 h 30

Chemins à ouvrir...

14 h 30 – 15 h 30

Le Rapprochement Réseau-Partenaires

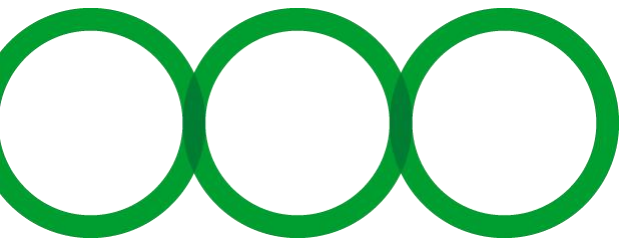
Une nouvelle politique du CCFD-Terre Solidaire

Louis-Marie BOUTIN – chargé de Mission Bretagne Pays de Loire

15H30 – 16H :

Echange

16 h 00 - Conclusion



REFLET DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE DANS LES BUDGETS

Personnels – Communautaires – Province/Région – Général

1. Cette réflexion est la suite d'un travail commencé en 2004/2005. Cette année-là, des rencontres ont eu lieu successivement à Rennes, Paris, Lyon, Strasbourg. 130 personnes y ont participé : supérieur(e)s, économes, conseiller(e)s ou délégué(e)s... Vous y étiez peut-être ?

Nous avons eu diverses interventions :

- Marguerite Ezou – *Conseillère, Sœurs de la Providence St André de Peltre*
- Elena Lasida - *Justice et Paix France*
- Gisèle Mérot - *Secrétaire générale Adjointe à la CSM*
- Jacqueline Monnier - *Asfodevh (1)*
- Emilie Somda – *Secrétaire exécutive de l'Asiena (2)*
- Christiane Vanvincq – *Lien Ccfd/congrégations*

Ce travail avait donné lieu à l'époque à un document (livret bleu) intitulé : « LES RELATIONS NORD-SUD DANS LES CONGREGATIONS - Vers une plus grande autonomie ».

Vous y trouverez un partage d'expériences diverses et très concrètes. Pas mal de pistes de réflexions sur AUTONOMIE et INTERDEPENDANCE (culturelle, structurelle, économique et financière). Ainsi que 4 fiches pour ALLER PLUS LOIN dans la réflexion :

- FICHE 1 : changer de regard - à partir de nos images et nos représentations
- FICHE 2 : des repères pour avancer – repérage des principales convictions
- FICHE 3 : écrire une Charte – notre vision du développement
- FICHE 4 : 4 petits textes à débattre – « autonomie et développement »

2. Nous avons poursuivi la réflexion en 2010 (mars) à partir du thème d'année du CCFD-Terre Solidaire : le partage des richesses financières

Cette recherche a également donné lieu à un document qui s'intitule : **Le partage des richesses et les relations entre religieux.**

Nous avons constaté la création d'associations dans plusieurs Instituts Religieux qui cherchaient à prendre en charge les transferts de « dons » et de « fonds » du Nord au Sud et participer ainsi au financement d'activités de religieux ou de communautés dans un pays du Sud.

Prenons le temps de parcourir ensemble ces 4 pages...

La problématique

Quand un religieux est impliqué au démarrage d'une activité, d'un projet, d'une initiative locale, au Sud, il cherche un financement au Nord. Sa demande se retrouve « parfois » sur le bureau de l'économe général(e). A travers cette démarche, c'est la vie religieuse qui est interrogée dans sa manière de vivre la mise en commun des biens, le partage des richesses, les relations Nord/Sud.

Le repérage des pratiques

Les religieux : « par eux-mêmes »

- ✚ Le financement des activités des religieux "**par eux-mêmes**". Des religieux sont envoyés en mission et on leur dit : « Tu te débrouilles » ! Alors ils font le tour des « popotes »... l'été de retour en France, ils « vendent » leur marchandise et trouvent non sans mal les financements qu'ils cherchent.

Entre provinces : « entre nous »

- ✚ Un certain nombre d'Instituts créent leur association pour gérer leurs relations internes. C'est le "**entre nous**". « *Nous avons des communautés au Sud, nous avons des communautés au Nord, un Généralat, nous pratiquons la mise en commun des biens, il y a plus d'argent au Nord qu'au Sud, on crée une association pour gérer les dons au mieux des besoins des différentes provinces (pays)* ».

La mise en lien : « entre eux »

- ✚ La mise en lien d'une association du Sud avec une association du Nord, par l'intermédiaire d'un religieux : c'est le "**entre eux**". Le religieux fait le lien et, par relation, favorise le lancement d'une association au Nord qu'il met en lien avec une association du Sud dans laquelle il travaille ou qu'il soutient.

La sensibilisation : « autour de nous »

- ✚ Il s'agit de participer à des jumelages comme une manière de sensibiliser « **autour de nous** » et aussi, bien sûr, de favoriser la collecte de fonds. Les jumelages sont plus ou moins bien pensés, construits, suivis, plus ou moins efficaces, plus ou moins durables. Un certain nombre de questions se posent autour de ces pratiques qui peuvent aussi être très réussies.

L'Inter-congrégation « ensemble »

- ✚ Plusieurs congrégations dans un même pays se mettent « **ensemble** » pour vivre une certaine forme de solidarité. Ces expériences encore peu nombreuses mériteraient d'être analysées pour voir dans quelles mesures elles pourraient être un chemin d'avenir ?

Les conclusions de la journée de travail que nous avons eu en mars 2010 sont intéressantes.

Les TROIS convictions : fruit des échanges

- ✚ **La vie religieuse cherche à promouvoir des initiatives portées par des groupes** de personnes qui prennent en charge leur devenir. Il convient d'éviter de soutenir l'activité d'un religieux qui ferait « cavalier seul ».
- ✚ **La vie religieuse est actrice d'un développement pérenne.** L'ancrage financier des structures qu'elle soutient devrait être, à terme, indépendant de la présence du religieux ou de la communauté un temps investi dans le projet.
- ✚ **La vie religieuse donne la priorité aux plus pauvres.** C'est pourquoi, afin de les honorer, un religieux qui trouve un financement n'en sera pas le seul gestionnaire.

3. En 2011

○ Le défi lancé dans les conclusions du **document de 2005 (page 23 – 1^{er} paragraphe)** a été relevé en 2011 par la création d'IRSI – Instituts Religieux et Solidarité Internationale, association « de fait » (bientôt association loi 1901), composée de $62 + 3 = 65$ Instituts Religieux. IRSI est maintenant membre de la collégialité du CCFD-Terre Solidaire.

✱ AUJOURD'HUI absolument dans la même ligne... nous allons faire ensemble un pas de plus en abordant la question par le biais des budgets (personnels – communautaires – de province ou de congrégation) ;

4. Le reflet dans les budgets

Pour parler du reflet de la Solidarité Internationale dans les budgets, je n'ai aucune prétention à l'exhaustivité, comme s'il y avait une liste d'éléments répertoriés par avance qu'il suffirait de repérer pour avoir un reflet modèle à reproduire.

Je suppose qu'il y a de nombreuses pratiques aussi variées et spécifiques qu'il y a peut-être d'instituts religieux et de manières de vivre et d'incarner le vœu de pauvreté et d'en rendre compte.

Je vais juste essayer d'ouvrir le débat... et pour cela j'ai repéré ce qui se passe dans ce domaine, de ma lorgnette à moi, de ma propre expérience, et de ce que j'entends dire par les uns et par les autres.

Quelques préalables

La Vie Religieuse est un SYSTEME ECONOMIQUE particulier basé sur la « mise en commun des biens ».

De quelle économie sommes-nous porteurs ?

J'emprunte ici à Elena Lasida dans son livre « le goût de l'autre » aux éditions du Cherche Midi :

- Une économie de Contrat : chiffrée, contractualisée, donnant/donnant...
- Une économie d'Alliance : entre alliés, une solidarité de projet
- Une économie de Communion : le bien commun...

Est-ce que ce qu'on vit correspond à ce que l'on cherche ?

La Mise en Commun que nous pratiquons a la particularité d'être **MONDIALE**

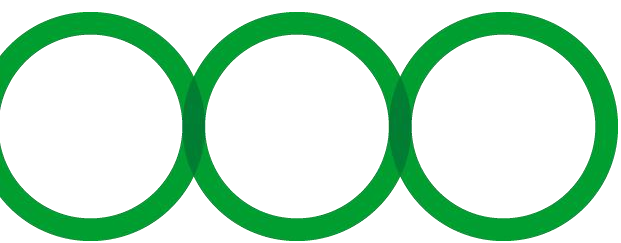
Toute province a les mêmes obligations de responsabilité, d'évaluation de sa gestion, et de solidarité avec l'ensemble des autres entités, du Nord comme du Sud, qu'elle soit riche ou pauvre.

Avons-nous cette ambition et ce goût d'une vision mondiale de notre économie ?

Un système économique mondial nécessite une **POLITIQUE**.

Geneviève Guénard, qui a été longuement économe générale de sa congrégation (Auxi) me disait l'autre jour à ce propos, que c'est à partir d'une situation de « crise » que sa congrégation s'est mise à élaborer sa politique : se donner des repères, fixer des objectifs (précis), prioriser ses choix, et par là impliquer et responsabiliser davantage les provinces ou régions, à charge pour elles d'impliquer les communautés, puis les membres...

De quelle bonne nouvelle notre système économique est-elle porteuse ?



LA MISE EN COMMUN DES BIENS DANS LA VIE RELIGIEUSE

Ressources humaines + financières + matérielles + spirituelles...

Un système économique

- Solidaire et fraternel

Du « chacun pour soi » au « chacun pour tous »

- Choix de ne pas posséder pour soi

Une logique de mondialisation

- Congrégation internationale

Une exigence de simplicité de vie

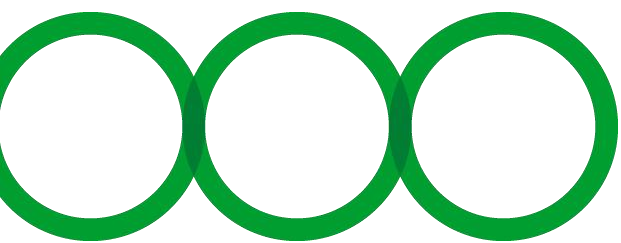
- Vigilance pour ne pas s'enrichir

Une perspective missionnaire

- Se donner les moyens d'action

La suppression de la misère

- Assurance niveau de vie / sécurité



LES BUDGETS

Regardons les budgets personnels d'un religieux « lambda » :

- A proprement parler il n'y a peut-être pas d'incidence directe dans le budget d'un religieux lambda, si ce n'est qu'il fait « vœu de pauvreté » et qu'il pratique la mise en commun des biens « fruit du travail salarié ou don reçu ». Ce geste de mise en commun est un engagement de principe se répercute nécessairement à un moment ou à un autre sur le budget général de la congrégation et la solidarité internationale. Il convient de noter que c'est un don « non dédié » qui entre dans un « pot commun » et laisse entièrement libre les intermédiaires de leur gestion et de l'utilisation de ces fonds. Le plus souvent les comptes sont rendus par l'économe de Province tous les ans, et l'économe général tous les 5/6 ans au moment des chapitres...
- Le temps donné (non valorisé) dans une association comme le CCFD-Terre Solidaire ou les Champs de Booz (voir le Petit Journal N° 8), temps donné pour participer au Réseau Foi et Justice Afrique Europe et/ou à IRSI !
- Au nord les associations commencent à valoriser le bénévolat pour le faire apparaître dans les budgets et mieux rendre compte de la réalité des engagements et aussi mieux chiffrer les besoins... Il faudrait faire la même chose au Sud... C'est en tout cas un élément important de nos « dépenses/ressources » entendue autrement que sous le seul angle financier. Ce qu'il faut retenir c'est que ce n'est pas « rien » et que l'on gagne toujours à en rendre compte au moins dans les commentaires des comptes !
- Le grand public est de plus en plus sollicité sur le volet des « dons et legs » par les associations. Cela correspond à une partie non négligeable des budgets d'une association habilitée à recevoir des dons et des legs (les Instituts Religieux reconnus par l'Etat entre autre). La vie religieuse est à la fois bénéficiaire et peut aussi, à travers ses membres être source de don de ce type là. Je pense que chaque congrégation (si ce n'est chaque religieux) a son point de vue sur cette question, on gagnerait peut-être à en parler d'avantage...

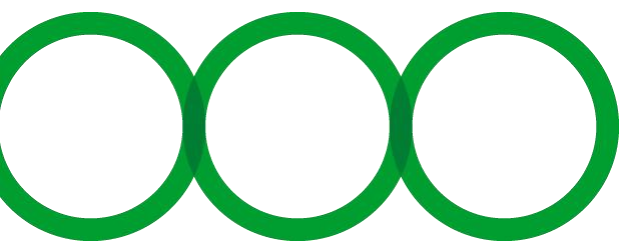
Les budgets d'une communauté « lambda »

- On pense immédiatement au don de Carême. La plupart des communautés religieuses prévoient dans leur budget communautaire une part de don qui correspond souvent à une économie débattue et envisagée communautairement.
- La ligne « don » dans le budget de chaque communauté est en général plus large que le seul don de Carême. Le don fait en principe partie des budgets, sous forme d'un pourcentage calculé (proposé) au niveau de la Province, ou bien choisi par la communauté elle-même, fixe ou fluctuant en fonction des années. Chaque communauté détermine elle-même ses critères (cf. fiche dans votre dossier « critères choix dons en communauté).

- Au niveau communautaire nous retrouvons la même démarche de mise en commun des biens qu'au niveau personnel. Chaque communauté pratique à son niveau la mise en commun des biens et de ce fait participe pour une part aux choix de solidarité internationale de la Province ou du Généralat : don non dédié qui entre dans un pot commun.

Les budgets d'une Province ou d'un Généralat « lambda »

- Le don de la Province à une organisme : généralement les dons de la Province ou du généralat calculés par avance dans le budget prévisionnel (%) sont « proportionnels » du chiffre d'affaire. Un grand nombre d'Instituts religieux sont considérés comme des grands donateurs (au dessus de 1500 € pour le CCFD-Terre Solidaire avec les seuls dons de la Province ou du Généralat présent en France. Si l'on rajoute les dons de toutes les communautés de l'Institut répartis dans les différentes régions cela représente une somme non négligeable.
- La participation de la Province à la caisse internationale de l'Institut : don non dédié qui entre dans un pot commun comme nous en avons déjà parlé, et qui permet la redistribution par la mise en commun des biens pour les communautés déficitaires du Sud et de l'Est et aujourd'hui parfois au Nord.
- Les placements financiers : Faim et Développement / Ethique et Partage / Actions Sidi...
- La formation des futurs responsables des pays du Sud et lié à cela l'accueil des étudiants étrangers le temps de leurs études
- Participation à un fonds commun de congrégation dédié à l'autonomie du Sud et géré en équipe internationale (exemple de l'Union de la Charité)
- Redirection des dons reçus (dédiés ou non) au profit d'une association créée par l'Institut pour prendre en charge une ou plusieurs de ses œuvres, et/ou financer des projets portés et/ou soutenus par ses membres au Sud. La question se pose alors des outils de réflexion dont se dote (ou non) l'association pour avoir une réelle action de développement et promouvoir l'autonomie des communautés/Province au Sud. La question qui se pose est de savoir si l'association devient à son tour « financeur » sans partenaire et renforce ainsi la dépendance du Sud comme au bon vieux temps...
- Adhésion et participation à IRSI (cotisation, temps donné, réflexion...).



LES REFLETS

1. LA VALORISATION DES RESSOURCES - Les reflets de la solidarité pour une part se trouve dans les chiffres.

Le reflet de la vie se trouve dans les chiffres. Une comptabilité dit beaucoup de choses.

Mais quand il s'agit de Nord et de Sud les chiffres ne disent pas tout, loin de là et parfois même ils ne disent « RIEN » ! En effet, en l'absence de flux financier, en l'absence de dépenses, ou avec une très faible « monnaie », il est bien difficile de rendre compte et de mettre en « valeur » les potentialités d'une activité.

Habituellement, celui qui rend compte d'un projet le met en valeur par des éléments quantifiables. Ce sont les flux financiers (ressources et dépenses) qui sont la base quasi unique des calculs.

Ainsi des activités peuvent exister et pourtant paraître inexistantes en l'absence de « chiffrage » suffisant. **Autrement dit, ce qui ne se compte pas risque fort de ne pas compter.**

La valorisation des ressources va permettrait de prendre en compte et de mesurer des ressources peu ou pas prises en compte habituellement en comptabilité de telle sorte que la valeur d'une « chose » ne se limite plus à sa seule valeur marchande.

L'aspiration à une plus grande visibilité des ressources, EN FRANCE, est renforcée par l'attitude des « financeurs » qui se montrent soucieux d'évaluer ce que les « bénéficiaires » sont capables de mobiliser en contrepartie de subventions perçues. Bien souvent cette condition n'est pas remplie car difficilement évaluable et chiffrable.

Il est probable que la vie religieuse pourrait participer à rendre davantage visible tout ce qui ne se voit pas et tout ce qui ne se dit pas.

Non pas en GONFLANT les chiffres au hasard (comme cela se fait souvent) mais en VALORISANT le réel de ce qui se vit.

La surprise peut être grande, tant les ressources des personnes et des groupes dans des contextes culturels très variés, sortent des cadres économiques connus au Nord. Leurs activités ont une faible visibilité « financière » mais un « fort potentiel économique ». Le rôle économique d'une activité sans salarié capable de nourrir une trentaine ou une cinquantaine de personnes ne saurait être tenu pour négligeable ou passé sous silence. Le Nord dans ce domaine, comme d'en bien d'autres, aura beaucoup à apprendre !

Les étapes de valorisation :

1. Faire l'inventaire de toutes les contributions qui n'ont pas d'équivalent financier ou qui pourraient en avoir si l'activité avait les moyens suffisants pour se les *payer* : le temps de travail, les biens et services, les compétences, le recyclage, etc.
2. Evaluer toutes les participations à leur valeur de marché, c'est-à-dire au coût que l'activité aurait été obligée de payer si elles n'avaient pas été données ...
3. Soigner la présentation des « comptes » en deux parties : d'une part la photographie habituelle des entrées et sorties financières, d'autre part la liste exhaustive des contributions locales¹, non marchandes et non financées et le descriptif très détaillé de la partie valorisée.

Il y a donc un triple enjeu à envisager ce regard et cette valorisation :

Un enjeu de **justice** car elle va permettre de traduire et d'interpréter correctement le contexte et la situation d'une activité, reconnaître le travail fait, les richesses produites hors valeur marchande, rendre plus lisibles les références culturelles, sociales, économiques...

Un enjeu de **réciprocité** de telle sorte que ce qui est donné par les uns vienne en contrepartie de ce que donnent les autres. Mettre en évidence ces échanges permet de sortir du clivage donateur/bénéficiaire. Dans cette économie-là chacun donne quelque chose de ce qu'il est et de ce qu'il a.

Un enjeu de **reconnaissance** qui passe par le « don » et le « contre-don » [et la relation](#) qu'ils instaurent. Il ne sera plus question alors de dette, d'humiliation ou de frustration. Cela demande de part et d'autre un changement de regard pour entrevoir les richesses et les potentialités du partenaire.

2. L'EVALUATION / L'ELABORATION D'UNE POLITIQUE

« L'erreur serait de penser que les gens pauvres n'ont pas d'idée ! »

Ce slogan du CCFD-Terre Solidaire me paraît très intéressant. Que serait notre solidarité si elle n'impliquait pas nos partenaires, si elle ne responsabilisait pas, si elle ne considérait pas les acteurs du Sud comme des alliés, à égalité des acteurs du Nord... **quelque soit leur « poids financier » !**

La question que l'on peut se poser est celle de savoir dans quelle mesure, et à quelle condition on implique le Sud dans les réflexions faites au Nord (y compris dans la vie religieuse)... **peut-être à cause de l'absence de poids financier ?**

Pour essayer d'avancer sur ce chemin de l'élaboration d'une politique de Congrégation je vais me référer à deux expériences actuelles :

- **la réflexion des sœurs Jeanne Delanoue**
- **la réflexion menée par plusieurs Instituts qui ont créé leur propre association**

¹ Ces contributions apparaissent dans le plan comptable européen au débit et au crédit d'une classe 8 « contributions volontaires »

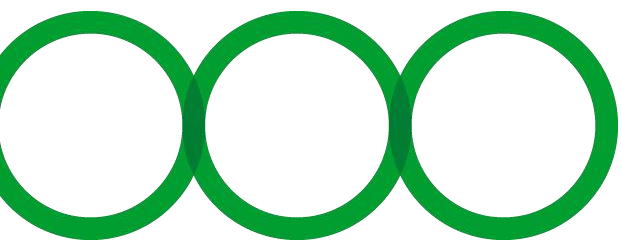
Les Sœurs Jeanne Delanoue ont mené l'année dernière (pour leur Chapitre général du mois de mai) une réflexion intéressante à propos des relations Nord/Sud entre la France (leur généralat) et Madagascar (une Province), et plus particulièrement entre leurs communautés de Madagascar et plusieurs Associations de Laïcs de France qui soutiennent leurs projets et leurs activités...

LES QUESTIONS QU'ELLES SE SONT POSEES :

1. Pourquoi notre Congrégation s'engage-t-elle pour « travailler avec d'autres » ?
2. Jusqu'où la congrégation s'engage (ra)-t-elle (les limites de notre engagement) ?
3. Les questions qui se posent entre les sœurs au Sud et les associations au Nord ?
4. Comment améliorer les relations entre le Nord et le Sud ?
5. Quels sont les enjeux de ces alliances : qui gagne quoi ? qui perd quoi ?
6. Quels indicateurs « communs » pour les évaluations à venir ?

LES INSTITUTS RELIGIEUX QUI ONT CREEES LEUR PROPRE ASSOCIATION S'INTERROGENT AUSSI

A travers les échanges « financiers » c'est la « mise en commun des biens » plus largement qui se pose. Et cette mise en commun passe par 3 types de Partage entre religieux...



LA PAROLE – LE POUVOIR – LA MISSION

1. LA PAROLE

Se parler... à propos des budgets et des choix financiers, de court, moyens et longs termes...

La question de la dépendance entre les cultures dans une même congrégation est une réalité. Il s'agit de la repérer, de la nommer « chez soi » en prenant conscience de ce qui se passe dans les relations au quotidien. L'enjeu est de taille dans un monde qui exclut de plus en plus la différence, l'altérité et qui a tendance à fusionner, à annexer, à dominer... Il s'agit de saisir les incidences de nos comportements sur les relations de dépendance et de soumission.

Quelques pistes pour progresser dans ces prises de conscience :

- se demander quelle connaissance réelle nous avons les uns (les unes) des autres ;
- mettre des mots sur les modes de fonctionnements « culturels » (y compris entre personnes d'une même nationalité) ;
- se dire les richesses perçues par les uns dans la culture de l'autre ;
- s'expliquer mutuellement le sens de nos manières de faire, réactions, habitudes...

On peut aussi :

- voir s'il y a prédominance d'une culture, ou d'un milieu social sur les autres ;
- se demander quel regard nous portons sur celui qui ne « fonctionne » pas du tout comme nous, quel regard nous portons sur son étrangeté, son pays, sa génération, ses coutumes, ses manières de vivre, de concevoir la vie, de se comporter...

2. LE POUVOIR

Certaines congrégations sont en train de mettre en place des structures « autochtones », d'autres l'ont fait depuis longtemps, et d'autres n'en sont pas encore là.

Ce n'est pas une tâche aisée. Deux pistes à ce propos :

Il s'agit d'effectuer dès que c'est possible un transfert de compétence :

- La nomination d'une provinciale, d'une conseillère, d'une équipe de formation, d'une responsable de communauté...

- La mise en place d'une formation diversifiée pour permettre aux personnes concernées de prendre en charge la relève le moment venu. Pour cela les Instituts se fixent parfois des échéances réalistes et essayent de s'y tenir !
- Le souci de travailler à l'intégration des religieux dans leur propre pays sans qu'ils soient marginalisés « chez eux » (ex. intégration dans la fonction publique...)
- Un travail de gestion : regroupement des comptes des communautés d'une même région, ou d'un même pays pour parvenir, à terme, à une gestion autonome qui participe à la mise en commun des biens au niveau international.

La question de l'autonomie

Une réflexion sur l'autonomie peut entraîner deux conceptions différentes de la liberté :

- ↻ La liberté comme capacité d'être quitte de tous, de ne dépendre de personne.
- ↻ La liberté conçue comme capacité de décider de qui dépendre.

Penser l'autonomie comme autosuffisance conduit à l'isolement, au repli identitaire, au refus de l'international. Tandis que penser l'autonomie comme interdépendance invite à penser autrement les relations (interpersonnelles et internationales). Il s'agit en fait de se reconnaître mutuellement dépendants et de vivre une interdépendance réfléchie « ensemble », choisie « ensemble », programmée « ensemble ».

3. LA MISSION

Poursuivre la réflexion avec d'autres ne va pas de soi. Que ce soit en communauté, entre communautés d'une même région, entre régions d'un même Institut, entre Instituts, entre religieux et laïcs.

L'association Laïcs/Religieux est une base intéressante de réflexion à ce propos. Beaucoup d'Instituts vivent cela déjà.

En définitive pour partager la mission avec d'autres il faudra s'interroger chacun et ensemble pour savoir : **Que voulons-nous faire ensemble ? avec qui ? comment ?**

Au CCFD nous posons sans cesse ces questions dans nos rapports d'orientations, dans la commission du Partenariat International. C'est ainsi qu'au fil des années nous avons délimités nos actions car on ne peut pas tout faire :

Des orientations et/ou axes de travail communs :

1. Prévention et résolution des conflits
2. Souveraineté alimentaire
3. Economie Sociale et Solidaire
4. Migrations internationales
5. Partage des richesses financières
6. Evolution des rapports hommes / femmes pour plus d'égalité

427 PROJETS – 60 PAYS

AFRIQUE et OCEAN INDIEN

Afrique du Sud, Ethiopie, Bénin, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Guinée, Madagascar, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Niger, Rwanda, Sénégal, Soudan, Tchad, Togo

ASIE-PACIFIQUE

Birmanie, Vietnam, Cambodge, Laos, Thaïlande, Philippines, Indonésie, Timor, Pacifique, Inde, Sri Lanka, Corée du Nord, Chine, Pakistan.

AMERIQUE LATINE

El Salvador, Guatemala, Nicaragua, Cuba, Mexique, Chili, Argentine, Paraguay, Mercosur, Brésil, Haïti, Pérou, Bolivie, Colombie.

BASSIN MEDITERRANEEN

Egypte, Syrie, Jordanie, Irak, Liban, Sahraouis, Tunisie. Israël, Palestine, Algérie, Maroc.

EUROPE CENTRALE

Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Roumanie, Tchétchénie, Serbie, Monténégro, Kosovo

TEST

Moi et ma congrégation...

1. Pour le Sud, nous sommes plutôt

☐ Bienfaiteur ☐ Donateur ☐ Financier ☐ Partenaire ☐ Allié

2. Pour soutenir nos propres projets/œuvres (au Nord et/ou au Sud) nous avons des :

☐ Bienfaiteurs ☐ Donateurs ☐ financeurs ☐ partenaires ☐ Alliés

3. La mission est principalement ou prioritairement (1 réponse)

☐ Aide ☐ Partenariat ☐ Accompagnement ☐ Education ☐ Alliance

4. L'élément qui fait « le moins » bon ménage avec notre conception de la mission (1 réponse)

☐ Gérer des biens ☐ Subvenir à ses besoins ☐ Rechercher l'autonomie/interdépendance

5. Le plus important dans les relations Nord/Sud à l'intérieur de l'Institut (1 réponse)

☐ La parole échangée
☐ Le pouvoir partagé
☐ Le principe de subsidiarité
☐ La solidarité de projet
☐ La politique de congrégation

6. Comment qualifier notre économie de congrégation (1 réponse)

☐ Economie de contrat ☐ Economie d'alliance ☐ Economie de communion

ATELIER

CLASSER LES 5 PROPOSITIONS (verso) EN FONCTION DE CE QUI ME PARAÎT PARTICULIÈREMENT D'ACTUALITÉ POUR MON INSTITUT AUJOURD'HUI

+ 2 *primordial*

+ 1 *essentiel*

- 1 *important*

-2 *utile*

RESULTAT DU TEST

TEST moi et ma congrégation					
1- Pour le sud nous sommes plutôt:					TOTAL
bienfaiteurs	Donateur	Financier	Partenaire	Allié	
4	17	34	27	9	91
2- Pour soutenir nos projets nous avons des:					
bienfaiteurs	Donateur	Financier	Partenaire	Allié	
29	31	10	17	4	91
3- La mission est principalement ou prioritairement:					
Aide	Partenariat	Accompagnement	Education	Alliance	
8	10	21	10	5	54
4- L'élément qui fait le mons bon ménage avec notre conception de la mission:					
Gérer des biens	Subvenir à ses besoins	Recherche l'autonomie			
28	13	8			49
5- Les plus imortant dans les relations Nord/Sud à l'interieur de l'institut:					
La parole échangée	Le pouvoir partagé	Le principe de subsidiarité	La solidarité de projet		
20	7	18	10		55

ATELIERS

	Question 1	Question 2	Question 3	Question 4	Question 5	Total
Primordial	24	0	5	14	13	56
Essentiel	11	3	5	20	16	55
Important	8	5	15	13	14	55
Utile	9	7	20	4	10	50
Totaux	52	15	45	51	53	

LEGENDE:

Question 1: Autonomie de Gestion

Nous voulons progresser dans l'autonomie de gestion (communauté - province Nord ou sud...) et pour cela proposer une réflexion où chaque entité soit réellement impliquée et partie prenante.

Question 2: Dons et Legs

Nous menons (ou souhaitons mener) en congrégation une réflexion sur les dons et les legs, dont nous sommes bénéficiaires et dont nous sommes ou pourrions être acteurs (en tant que religieux-se).

Question 3: Long Terme

Nous cherchons comment rompre avec une logique de court terme où chacun "se débrouille" comme il pleut! Celui qui a des relations au Nord étant plus rapidement sorti d'affaire, celui qui n'a pas de relations ayant peu de chance d'améliorer sa situation.

Question 4: Se Remettre en Question

Nous pensons qu'il serait nécessaire de se remettre en question afin de reconnaître ce qui nous manque (au Nord), et ce que le Sud pourrait nous apporter que nous n'avons pas.

Question 5: Valoriser les Richesses

Nous serions d'accord avec l'idée qu'il faut mettre davantage en valeur et faire fructifier les richesses qui existent, même si elles n'apparaissent pas en tant que telle dans les budgets: savoir, compétences, expertise, valeurs...

PROPOSITIONS

1. AUTONOMIE DE GESTION

Nous voulons progresser dans l'autonomie/interdépendance de gestion (communauté – province Nord ou Sud...) et pour cela proposer une réflexion où chaque entité sera réellement impliquée et partie prenante.

2. DONS ET LEGS

Nous menons (ou souhaitons mener) en congrégation une réflexion sur les dons et les legs, dont nous sommes bénéficiaires et dont nous sommes ou pourrions être les acteurs (en tant que religieux-se).

3. LONG TERME

Nous cherchons comment rompre avec une logique de court terme où chacun « se débrouille » comme il peut ! Celui qui a des relations au Nord étant plus rapidement sorti d'affaire, celui qui n'a pas de relations ayant peu de chance d'améliorer sa situation.

4. SE REMETTRE EN QUESTION

Nous pensons qu'il serait nécessaire de se remettre en question afin de reconnaître ce qui nous manque (au Nord), et ce que le Sud pourrait nous apporter et que nous n'avons pas.

5. VALORISER LES RICHESSES

Nous serions d'accord avec l'idée qu'il faut mettre davantage en valeur et faire fructifier les richesses qui existent, même si elles n'apparaissent pas en tant que telle dans les budgets : savoir, compétences, expertise, valeurs...

EXPRESSION LIBRE
EVALUATION DE LA JOURNEE

EVALUATION DES PRATIQUES

Le thème d'animation du CCFD-Terre Solidaire 2010

LE PARTAGE DES RICHESSES FINANCIERES concerne particulièrement la Vie Religieuse et les **RELATIONS NORD/SUD ENTRE RELIGIEUX**

SI

Si... Vous vivez en communautés internationales.

Si... Vous êtes actrices et acteurs de développement.

Si... Vous partagez vos richesses financières et beaucoup d'autres richesses.

Si... Vous pratiquez la mise en commun des biens et réfléchissez à leur circulation.

Si... Vous avez l'expérience de l'accueil des différences et des cultures.

Si... Vous vivez une option de préférence pour la pauvreté-humilité.

Si... Vous avez une grande expérience de terrain ici et là-bas.

Si... Vous avez cette particularité d'être à la fois de passage et de durer dans un lieu.

Si... Vous avez la capacité de penser votre action dans le long terme.

VOUS ETES CONCERNE(E)

Tout au long de cette journée

Nous allons partager nos richesses

Croiser les expertises

Ouvrir des chemins

...





1er TEMPS

La problématique

Quand un religieux est impliqué au démarrage d'une activité, d'un projet, d'une initiative locale, au Sud, il cherche un financement au Nord. Sa demande se retrouve « parfois » sur le bureau de l'économiste général(e). A travers cette démarche, c'est la vie religieuse qui est interrogée dans sa manière de vivre la mise en commun des biens, le partage des richesses, les relations Nord/Sud.

Repérage des pratiques

Les religieux : « par eux-mêmes »

- ✚ Le financement des activités des religieux "par eux-mêmes". Des religieux sont envoyés en mission et on leur dit : « Tu te débrouilles » ! Alors ils font le tour des « popotes »... l'été de retour en France, ils « vendent » leur marchandise et trouvent non sans mal les financements qu'ils cherchent.

Entre provinces : « entre nous »

- ✚ Un certain nombre d'Instituts créent leur association pour gérer leurs relations internes. C'est le "entre nous". « Nous avons des communautés au Sud, nous avons des communautés au Nord, un Généralat, nous pratiquons la mise en commun des biens, il y a plus d'argent au Nord qu'au Sud, on crée une association pour gérer les dons au mieux des besoins des différentes provinces (pays) ».

La mise en lien : « entre eux »

- ✚ La mise en lien d'une association du Sud avec une association du Nord, par l'intermédiaire d'un religieux : c'est le "entre eux". Le religieux fait le lien et, par relation, favorise le lancement d'une association au Nord qu'il met en lien avec une association du Sud dans laquelle il travaille ou qu'il soutient.

La sensibilisation : « autour de nous »

- ✚ Il s'agit de participer à des jumelages comme une manière de sensibiliser « autour de nous » et aussi, bien sûr, de favoriser la collecte de fonds. Les jumelages sont plus ou moins bien pensés, construits, suivis, plus ou moins efficaces, plus ou moins durables. Un certain nombre de questions se posent autour de ces pratiques qui peuvent aussi être très réussies.

L'Inter-congrégation « ensemble »

- ✚ Plusieurs congrégations dans un même pays se mettent « ensemble » pour vivre une certaine forme de solidarité. Ces expériences encore peu nombreuses mériteraient d'être analysées pour voir dans quelles mesures elles pourraient être un chemin d'avenir ?

2e TEMPS

Retrouvez cette page dans le Petit Journal N° 4 – mai 2010

Questions proposées pour un temps d'atelier
... Partage des richesses entre religieux
... Relations Nord/Sud entre religieux

Evaluation des pratiques

Du point de vue du partage des richesses financières

1. Ce qu'il faut promouvoir absolument : les critères pour accepter de financer un projet présenté par un religieux ou une communauté ;
2. Ce qu'il faut éviter absolument : les raisons de refuser le financement d'un projet présenté par un religieux ou une communauté.

Du point de vue des relations Nord/Sud entre religieux

1. Ce qu'il faut promouvoir absolument : les critères pour entretenir de bonnes relations Nord/Sud entre religieux autour des questions économiques et financières ;
2. Ce qu'il faut éviter absolument : les principaux obstacles rencontrés dans nos relations financières entre Nord et Sud en congrégation.

Les TROIS convictions : fruit des échanges

- ✚ **La vie religieuse cherche à promouvoir des initiatives portées par des groupes** de personnes qui prennent en charge leur devenir. Il convient d'éviter de soutenir l'activité d'un religieux qui ferait « cavalier seul ».
- ✚ **La vie religieuse est actrice d'un développement pérenne.** L'ancrage financier des structures qu'elle soutient devrait être, à terme, indépendant de la présence du religieux ou de la communauté un temps investi dans le projet.
- ✚ **La vie religieuse donne la priorité aux plus pauvres.** C'est pourquoi, afin de les honorer, un religieux qui trouve un financement n'en sera pas le seul geste

PISTES POUR POURSUIVRE LA REFLEXION EN COMMUNAUTE

La mise en commun des biens

Chercher si vous êtes d'accord avec ces propositions qui voudraient expliciter et rendre compte pour une part de la mise en commun des biens...

- | | |
|---|---|
| ☐ Oui ☐ Non | Tous concernés : laïcs, clercs, religieux |
| ☐ Oui ☐ Non | Un choix personnel, communautaire ou familial |
| ☐ Oui ☐ Non | Une désappropriation |
| ☐ Oui ☐ Non | L'urgence d'une mutualisation : voiture, matériels, compétence... |
| ☐ Oui ☐ Non | Le désir que nul ne soit dans le besoin |

Faire d'autres propositions...

Les indispensables

Il s'agit de trouver des critères « indispensables » pour aider à la décision si l'on veut valablement soutenir tel ou tel projet présenté...

- ☒ Se faire confiance et s'estimer mutuellement
- ☒ Fixer les échéances et les résultats attendus
- ☒ Définir des critères d'évaluation
- ☒ Prévoir un plan de financement
- ☒ Envisager un projet de formation

Faire d'autres propositions...

Les ressources à valoriser

Valoriser « la moindre des choses » c'est aussi l'idée qu'il faut changer de regard les uns sur les autres et découvrir que les richesses ne sont pas que d'un côté...

CETTE RECHERCHE
EST « PERMANENTE »
Merci de faire
parvenir vos
contributions à
c.vanvincq@ccfd-terresolidaire

- ⇒ Le travail non rémunéré (bénévolat, conseil, acquis de l'expérience...)
- ⇒ Les contributions volontaires (local, outil, stockage, transport...)
- ⇒ Les matières issues du recyclage (matériaux, combustible, outillage...)
- ⇒ Les écarts de monnaie (indice, provision, compensation...)
- ⇒ Les rôles sociaux (impact, plaidoyer...)

Faire d'autres propositions...

ANNEXES

LISTE DES PARTICIPANTS

CORREF	CSM	FONCTION	INSTITUT	PRENOM	NOM	IRSI
03700	0150	Econome générale	Auxiliatrice de la Charité	Martine	SIMON	X
03500	0300	Econome générale	Charité de Nevers	Anna Maria	SAURO	X
04100	0350	Econome générale	Charité Sainte Marie	Bernadette	SAULIN	X
05800	0370	Econome générale	Sœur du Christ Rédempteur	Marie Thérèse	BOUCAULT	-
05800	0370	Conseillère générale	Sœur du Christ Rédempteur	Madeleine	PRODHOMME	X
30300	0460	Econome générale	Divine Providence de Ribeaupillé	Marie Ange	SAUER	X
05000	0480	Déléguée	Doctrine Chretienne	Joelle	KASPAR	X
10600	0600	Econome générale	Dominicaine Notre Dame de Grâce	Ragnhild-Marie	BJELLAND	
10000	0630	Déléguée	Dominicaine de la Présentation	Marie-Thérèse	PERDRIault	X
31500	0800	Econome générale	Bon Sauveur de Caen	Rita	HIGGINBOTHAM	X
04200	0810	Econome générale	Fille de la Charité du SC de Jésus	Josette	CERNOIS	X
03800	0820	Secrétaire Economat Général	Filles de la Charité	Andrée	BLANCHET	X
03800	0820	Econome générale	Filles de la Charité	Pia	HUMBEL	
18300	0860	Econome générale	Fille de Jésus de Kermaria	Marie Yvonne	FONTAINE	X
18300	0860	Econome générale	Fille de Jésus de Kermaria	Marie Annick	MORICE	-
18200	0890	Econome générale	Fille de Jésus de Massac	Georgette	GOUBARD	
29100	0960	Superieure générale	Sainte thérèse d'Avesnes	Thérèse	HENNION	X
31200	0970	Déléguée provinciale	Fille de la Sagesse	Marie-Agnès	DERAM	X
13500	1020	Econome générale	Fille du Saint Esprit	Anne-Marie	TROMEUR	X
21700	1040	Conseillère Générale	Fille de Sainte Marie de la présentation	Jacqueline	JOSSE	X
15900	1160	Conseillère générale	Franciscaine Oblate du Sacré Cœur	Marie-Bernadette	MORIAU	
14900	1170	Conseillère générale	Franciscaine de la Propagation de la Foi	Nicolle	GENIN	X

16100	1180	Supérieure générale	Franc. Réparatrice de Jésus Hostie	Marie-Simone	BOULANGER	
17200	1370	Conseillère générale	Immaculée Conception de Niort	Marie Jeannette	RAZAFISOA	
16500	1435	Conseillère générale	Soeur de St François d'Assise	Marie-jo	PERRAUD	X
16500	1435	Vie Internationale CORREF	Sœur de Saint François d'Assise	Françoise	SCHILL	X
05200	1440	Membre du Comité Dons	Instruction chrétienne de St Gildas	Dominique	GUERIN	X
05200	1440	Conseillère générale	Instruction chrétienne de St Gildas	Annick	OLIVIER	-
21600	1490	Econome générale	Marie Auxiliatrice	Marie-Elise	AMIEL	X
24300	1620	Déléguée	Miséricorde de Sées	Bernadette	GEVA	X
06300	1640	Déléguée	Cathéchiste du Sacré-cœur	Sylvie	FLAMAND	
25000	1650	Econome provinciale	Missionnaire de N.D. d'Afrique	Daphne	ALPHONSO	ABS
13700	1680	Econome France	Sœur Missionnaire du Saint Esprit	Marthe	LAISNE	X
24500	1690	Econome générale	Religieuse de Nazareth	Anne-Marie	BICHET	X
27400	1760	Econome générale	Notre-Dame du Calvaire	Chantal	CAMPAGNE	X
26600	1870	Assistante provinciale	Notre Dame de l'Immaculée Conception	Marie-Dominique	CASSIN	
01200	1940	Econome générale	Congrégation des Oblates de l'Assomption	Monica	ANTE	
01300	2020	Econome générale	Orante de l'Assomption	Jeanine	GRINDREY	
01300	2020	Econome générale	Orante de l'Assomption	Catherine	VAUCELLE	
01400	2070	Econome provinciale	Petite sœur de l'Assomption	Geneviève	LANGLOIS-MEURINNE	X
01400	2070	Econome provinciale	Petite sœur de l'Assomption	Monique	MAGE	X
08900	2080	Economat	Petite sœur dominicaine	Chantal	LESAGE	X
09800	2080	Econome générale	Petite sœur dominicaine		ROMATIF	X
28000	2180	Econome générale	Petite Sœur de l'ouvrier	Thérèse	VAN DE WEGHE	X
16600	2210	Déléguée	Petite Sœur de St-François	Anne-Marie	HELOIRE	
12400	2230	Conseillère générale	Petite Sœur de la Sainte Enfance	Annie	FALCONNIER	X
29900	2330	Conseillère générale	Providence de Reuillé-sur-Loir	Sostine Germaine	RATSIMANAHIRANA	

00600	2335	Econome régionale Europe	Saint André	Agnès	GRANIER	X
00600	2335	Econome régionale Europe	Sœur de Saint André	Catherine	ROSEAU	-
30500	2340	Econome Générale	Sœur de la Providence de St André	Josée	CHABLIN	X
07900	2410	Conseillère générale	Sacré Cœur de Jésus	Aline	HELIAS	X
07900	2410	Supérieure générale	Sacré Cœur de Jésus	Pauline	JOLY	X
07900	2410	Conseillère Econome générale	Sacré Cœur de Jésus	Marthe	PIQUET	X
8800	2440	Déléguée	Sacrés Cœur de Jésus et de Marie	Evelyne	ROYER	X
08700	2450	Assistante générale	Sacrés Cœurs de Mormaison	Jacqueline	BITEAUD	X
08700	2450	Conseillère Provinciale	Sacrés Cœurs de Mormaison	Marie-Thérèse	BRETIN	X
19500	2690	Econome provinciale	Saint Joseph de Lyon	Jeanne	BRUYAS	X
5300	2830	Econome générale	Sainte Chrétienne	Rose	WANTZENRIETHER	
14100	2870	Déléguée	Sainte Famille d'Amiens	Monique	FRISON	X
23600	2980	Econome générale	Sœur de Sainte Marthe	Marie-Nati	SOLA	X
32600	3010	Supérieure générale	Ste Ursule de Tours	Anne	BAYART	X
07600	3030	Conseillère Econome générale	Saints cœurs de Jésus et de Marie	Marij	MEIJS	
17800	3130	Conseillère générale	Servante des Pauvres de Jeanne DELANOUE	Marie Jean	RAZAFIMAMONJY	X
06600	3180	Secrétaire exécutive	Réseau Foi et Justice Afrique Europe	Renée	MOUAZAN	
28900	3230	Econome provinciale	Sœur du Prado	Annick	AVRIL	X
28900	3230	Econome générale	Sœur du Prado	Andrée	DUBESSY	X
28900	3230	Conseillère générale	Sœur du Prado	Marie-Aimée	ESCOT	X
05600	3250	Conseillère générale	Sœur du Christ	Joyce	BONE	X
18700	3335	Supérieure générale	Sœur de Jésus Serviteur	Geneviève	ROGER	
06000	3380	Supérieure générale	Sainte Clotilde	Anne-Marie	BRIAND	X
32800	3510	Econome générale	Ursulines de Jésus	Colette	NAUD	X

33500	3560	Econome générale	La Xavière	Hélène	DACCORD	X
43400	3700	Délégué	Frère Missionnaires des Campagnes	Thomas	BOENA	X
43400	3700	Econome général	Frère Missionnaire des Campagnes	Thierry	MANGERT	X
40500	3900	Délégué provincial	Compagnie de Jésus	revoir qui était là		
40800	4010	Service Mission	Congrégation de la Mission (Lazaristes)	Audace	MANIRAMBONA	X
44600	4800	Délégué provincial	Missionnaire du Sacré Cœur	Régis	CUISINET	X
48700	8100	Provincial	Missions Africaines (Pères Blancs)	Guy	VUILLEMIN	X
-	-	Secrétaire	CCFD-Terre Solidaire	Judicaëlle	CAPOUL	
-	-	Administrateur	Edition de l'atelier	Jacques	GIRAUD	
-	-	Directeur	Edition de l'atelier	Bernard	STEPHAN	
-	-	Délégué	Justice et Paix Cameroun	Christophe	TIYONG	
-	-	Conseiller	Edition de l'atelier	René	VALETTE	
-	-	Lien CCFD/Congrégations	CCFD-Terre Solidaire	Christiane	VANVINCQ	
43000	3300	Réseau Jeunes	Frères des Ecoles Chrétiennes	Frédéric	RAUL	X
-	CCFD	Chargé de Mission BPL	CCFD-Terre Solidaire	Louis-Marie	BOUTIN	